

## Il y a une vie après la microfinance !

Fouad Abdelmoumni est le directeur d'Al Amana, une association marocaine qui gère 900 000 prêts distribués à 400 000 clients. Il défend l'idée d'une sortie progressive des ONG du domaine de la microfinance. Le schéma idéal de sortie est, selon Abdelmoumni, celui où l'ONG persuade des investisseurs mus par la recherche de profit, leur vend l'organisation qu'elle a développée et viabilisée, s'assure qu'ils continuent à servir la clientèle cible selon les normes et standards requis, et affecte les moyens qu'elle a pu réaliser à aller toujours plus loin repousser les frontières de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion.

*« Souvent, tous les espaces d'application de la microfinance ne s'avèrent pas intéressants pour des acteurs mus par le profit », écrit Abdelmoumni. « Le monde rural, les prêts les plus petits, les populations les plus fragiles, ... sont autant de mondes où les ONG de microfinance risquent de demeurer requises pendant longtemps encore. »*

*« La vraie réussite de la microfinance, précise-t-il, consistera en sa disparition, au profit du dépassement de l'exclusion financière par le système financier classique, et du retour des acteurs du développement à l'innovation dans l'identification des besoins sociaux majeurs inassouvis, et des modalités de leur satisfaction massive et durable. »*

Le directeur d'Al Amana croit que *« l'abandon par des ONG fortes et expérimentées du terrain de la prestation pour celui de l'influence peut être extrêmement bénéfique. Ce genre d'ONG est fortement requis pour une évaluation crédible de l'impact des programmes de lutte contre la pauvreté et d'intégration sociale, et pour l'infécherissement du rôle des divers acteurs, dont la puissance publique, les organismes de coopération, les banques et les ONG offrant des services financiers. »*

► **Source : Techniques financières et développement, n° 78, mars 2005.**

Force est de constater que les pays du Nord ne recourent pas au crédit pour les besoins essentiels : l'alimentation (fournie par l'agriculture), la santé, l'éducation. Le « crédit santé », qui consiste à emprunter de l'argent pour se soigner, permet sans aucun doute à une personne de ne pas perdre sa force de travail et donc de continuer à exercer une activité économique afin de produire un revenu pour sa famille. Les systèmes de santé et de sécurité sociale au Nord ne sont cependant pas construits sur du crédit mais essentiellement par des politiques publiques financées par l'impôt (redistribution des richesses produites par le système économique) ou par l'épargne. Il en est de même pour les crédits éducation qui permettent aux familles défavorisées d'envoyer leurs enfants à l'école. De nouveau, au Nord, l'éducation ne relève pas du crédit mais de politiques publiques.

### Choisir son public cible

La microfinance s'adresse à une frange de population exclue du système économique parce que mise à l'écart du système bancaire et financier classique. Cette population constitue cependant une demande solvable puisque fondée sur une stratégie économique conjuguant des capacités d'entreprendre et des capacités professionnelles. En effet, dans la majorité des cas, la microfinance

atteint des personnes défavorisées ou en situation précaire qui ne peuvent pas emprunter mais qui sont porteuses d'initiatives économiques susceptibles de créer un revenu suffisant pour rembourser un crédit tout en dégagant un revenu pour leurs familles. Une autre partie de la clientèle de la microfinance est constituée de petits agriculteurs ou d'entrepreneurs qui ont une capacité d'emprunt mais qui ne peuvent pas satisfaire aux exigences du système bancaire classique.

Par contre, les personnes qui vivent avec moins de 1 \$ US par jour ne se situent pas dans des stratégies économiques mais dans des stratégies de survie. Est-il dès lors possible de les sortir de manière durable de la pauvreté, uniquement par l'endettement ? De plus toutes les personnes touchées par la pauvreté ne sont pas nécessairement des entrepreneurs et n'ont souvent pas les capacités pour le devenir. La micro finance n'est pas un remède miracle pour sortir de la pauvreté. Elle ne peut être efficace que si des politiques publiques sont mises en place pour éliminer les contraintes systémiques qui produisent ces situations de pauvreté. Dans nos pays européens, nous ne luttons pas contre la pauvreté et l'exclusion ni par les banques privées, ni par la micro finance mais par des politiques et des instruments adéquats qui ne relèvent pas de l'économie ou de la finance !